

Objet : Copie
de courrier à Mr
le Ministre d'État
Nicolas SARKOZY.

Cher Monsieur le Président de la République, :

Vous nous honoreriez grandement en portant attention à ce que pour tenter de "porter notre pierre à l'édifice" avec bon-sens Français, nous venons de préparer.

C'est le Projet Back-Card rejet du pouvoir parallèle, qu'une équipe d'Architectes Marseillais a conçu en électrons libres de nos institutions. Idée nouvelle ce serait.

Confiants en votre réponse, nous vous assurons bien Cher Monsieur le Président de la République, de grand respect pour l'intérêt général Français.

Un des membres de l'équipe "Archi" : Richard BADO.

Voici la lettre :

Objet : Idée de
Mission Projet
Back-Card,

Bien Cher Monsieur le Ministre de l'Intérieur, :

Vous priant de pardonner nos audaces et nos illusions, notre équipe auteur du Projet Back-Card se permet de soumettre cette idée à votre jugement, voulant agir dans l'intérêt de la France, et bien-sûr l'Europe à l'occasion.

Les États Unis d'Amérique contrôlant les entreprises du marché de la Carte à Puce, sont bien placés au sujet de notre CNIE pour prendre les décisions.

Dans le Monde le pays qui contrôlera la mise en place d'une CNIE mondiale, inéluctablement rendra la réalité transparente, et y tempèrera toutes les actions.

Heureusement qu'en France le CNIL, préviendra l'éventuelle faiblesse totalitaire de l'un de nos futurs Chefs porté au pouvoir grâce à notre sage Constitution.

La France a le Brevet d'un support pour Carte à Puce, qui libèrera ce marché de l'emprise maçonnique outre-atlantiquienne, qui nie bon-sens et fausse décision.

Notre Projet Back-Card utilisant des matériaux Français, alliant sagesse et technique pourra faire changer nos habitudes. Notre équipe peut réaliser cette mission.

Vous pouvez croire nos plus respectueuses salutations Bien Cher Monsieur le Ministre de l'Intérieur, désirant rester au service du pays avec dévotion.

Un des membres de l'équipe "Archi" : Richard BADO, avec respect renouvelé Cher Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

* Pas d'Euros à notre Budget ne devra coûter cette mission.

**Merci de votre message,
Celui-ci a bien été envoyé à la Présidence de la République.**

**Présidence de la République,
Le 01 septembre 2005**